

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU MAROC : ÉTAT DE L'INTERNATIONALISATION

Cheima EL HAJJAM

Université Mohammed V, Maroc

El.cheimaa@gmail.com

Résumé : L'enseignement supérieur est un domaine complexe et multidimensionnel qui englobe divers éléments tels que la mobilité étudiante, les partenariats interinstitutionnels, l'adoption de nouvelles méthodes pédagogiques et l'ouverture internationale. Cette tendance est étroitement liée à la mondialisation et offre de nombreux avantages aux étudiants, aux établissements d'enseignement et aux pays d'accueil. Elle contribue efficacement à la croissance économique, à l'innovation et au progrès social. Dans la perspective de concrétiser les objectifs du développement durable en favorisant l'accroissement de la productivité et en renforçant la croissance économique, le Maroc a entrepris une réforme ambitieuse de son système d'enseignement supérieur. Le pays s'engage activement à redéfinir les rôles et les missions des universités, à améliorer la qualité de l'enseignement et à promouvoir l'internationalisation. Ainsi, il est crucial d'évaluer l'état actuel de l'ouverture de l'enseignement supérieur au Maroc sur le plan international, d'explorer les enjeux qui l'accompagnent, ainsi que les défis, les implications et les avantages potentiels qu'elle offre dans un contexte de mondialisation croissante. Cet article présente les résultats d'une analyse approfondie de sources académiques, de rapports gouvernementaux et d'études de cas portant sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc. Il examine les tendances, les politiques et les initiatives mises en œuvre dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur au Maroc. Les résultats de cette recherche mettent en évidence l'importance cruciale de l'internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc. La mise en place du PACTE ESRI 2030, une initiative ambitieuse axée sur la transformation numérique et les partenariats nationaux et internationaux, a permis d'accomplir des progrès significatifs. Le Maroc a établi des collaborations avec des universités internationales, ce qui renforce son rôle en tant qu'acteur clé de l'enseignement supérieur dans la région. L'objectif ultime est d'atteindre une internationalisation équitable et inclusive grâce à la mise en œuvre de programmes adaptés, à la formation de professeurs qualifiés et à l'établissement de partenariats solides. Une politique publique inclusive est également identifiée comme un élément essentiel pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur au Maroc.

Mots clés : Internationalisation, Mondialisation, Enseignement Supérieur, Maroc.

HIGHER EDUCATION IN MOROCCO: THE STATE OF INTERNATIONALIZATION

Abstract : Higher education is a complex and multifaceted realm, encompassing diverse elements such as student mobility, interinstitutional partnerships, pedagogical innovation, and global engagement. This trajectory is inextricably linked to the forces of globalization, furnishing manifold advantages for students, educational institutions, and host nations. Its consequential contributions encompass economic growth, transformative innovation, and societal advancement. In a steadfast pursuit to realize sustainable development objectives, fostering heightened productivity and propelling economic progress, the Kingdom of Morocco has embarked upon an ambitious reform of its higher education system. With unwavering commitment, the nation endeavors to redefine the roles and mandates of its universities, elevate educational standards, and foster internationalization. Consequently, it becomes incumbent to meticulously assess the present state of international openness within Moroccan higher education, expound upon the attendant

challenges, as well as explicate the potential ramifications and merits it confers amid an era of burgeoning global interconnectedness. This article serves as a conduit for a comprehensive analysis, synthesizing academic literature, governmental reports, and contextual case studies that delve into the intricate intricacies of internationalization efforts within Morocco's higher education landscape. It undertakes a discerning examination of prevailing trends, policy interventions, and transformative initiatives promulgated within the ambit of the higher education reform agenda. Findings derived from this exhaustive inquiry resoundingly underscore the paramount importance of internationalization in Moroccan higher education. Notably, the far-reaching impact of the PACTE ESRI 2030, an ambitious undertaking centered on digital transformation and fostering strategic partnerships both domestically and internationally, has yielded substantial progress. Evidenced by collaborative alliances forged with esteemed global institutions, Morocco has solidified its standing as a pivotal actor in higher education across the region. The ultimate aspiration is to foster an equitable and inclusive internationalization paradigm through bespoke programs, the cultivation of erudite faculty, and the establishment of enduring partnerships. To this end, an all-encompassing inclusive public policy framework emerges as an indispensable lever for augmenting the quality and stature of higher education within Morocco's purview

Key words: Internationalization, Globalization, Higher Education, Morocco.

Introduction

L'enseignement supérieur revêt une importance primordiale dans la concrétisation des objectifs du développement durable en favorisant l'accroissement de la productivité et en renforçant la croissance économique. Au Maroc, la qualité de l'enseignement supérieur revêt une importance cruciale dans l'accélération de la trajectoire de développement du pays. Les établissements universitaires marocains jouent un rôle prééminent en formant aussi bien les étudiants nationaux que les étudiants étrangers. Le système d'enseignement supérieur au Maroc comprend, l'enseignement supérieur public universitaire (15 universités comportant 125 établissements) l'enseignement supérieur public ne relevant pas des universités (58 établissements), les universités et établissements créés dans le cadre du partenariat qui sont des fondations à but non lucratif créées dans le cadre de l'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'enseignement supérieur privé (207 établissements).

La réforme de l'enseignement supérieur demeure un chantier ouvert depuis plusieurs décennies au Maroc. L'université marocaine est confrontée à plusieurs défis de différentes natures : politique, économique, sociologique et démographique. Elle fait face à plusieurs contraintes à savoir : la qualité des enseignements, la gouvernance du système, les ressources humaines et le financement (Benchenna 2009).

Le Maroc accueille actuellement chaque année environ 6000 étudiants africains dont 95% bénéficient des bourses d'études de gouvernement marocain. 20% de ces étudiants poursuivent leurs études aux niveaux Master et Doctorat. Ils poursuivent leurs études dans différentes filières notamment dans les domaines de pharmacie, médecine, ingénierie, sciences et technologies. Ce constat est dû d'une part à la politique d'ouverture du Maroc sur les pays du Sud et sur son espace africain et d'autre part à l'adoption d'une nouvelle organisation pédagogique qui répond aux

prérogatives du processus de Bologne qui ont facilité la mobilité des étudiants, des programmes et des enseignants et ont permis une ouverture de l'université sur son environnement international.

Le Maroc accueille actuellement chaque année environ 6000 étudiants africains dont 95% bénéficient des bourses d'études de gouvernement marocain. 20% de ces étudiants poursuivent leurs études aux niveaux Master et Doctorat. Ils poursuivent leurs études dans différentes filières notamment dans les domaines de pharmacie, médecine, ingénierie, sciences et technologies. Ce constat est dû d'une part à la politique d'ouverture du Maroc sur les pays du Sud et sur son espace africain et d'autre part à l'adoption d'une nouvelle organisation pédagogique qui répond aux prérogatives du processus de Bologne qui ont facilité la mobilité des étudiants, des programmes et des enseignants et ont permis une ouverture de l'université sur son environnement international.

Cependant, si l'ouverture de l'enseignement supérieur (ES) permet d'acquérir des bénéfices pour le pays d'accueil à plusieurs niveaux - étudiants, professeurs, institutions - elle engendre également de nouvelles problématiques pour l'ES, telles que la compétitivité, le respect des normes internationales relatives à la recherche et l'attractivité du système.

En effet, face au phénomène d'internationalisation, de nombreux pays ont développé des stratégies bien fondées, avec des objectifs précis propres à chacun d'entre eux. À cet égard, il est intéressant de noter que la moitié des institutions d'enseignement supérieur (ES) déclarent avoir élaboré une stratégie d'internationalisation (Zolfaghari, Sabran et Zolfaghari, 2009).

Au Maroc, l'organisation de l'enseignement supérieur a pris en considération les exigences de l'internationalisation, en consacrant un axe entier du plan d'action du ministère marocain de l'ES pour la période 2013-2016 à la réflexion sur ce sujet. Par conséquent, cet article se concentre sur l'exploration de la manière dont l'internationalisation et la mondialisation sont définies dans le domaine de l'enseignement supérieur, ainsi que sur les aspects spécifiques de cette internationalisation dans d'autres pays. Nous explorerons également les résultats obtenus et les contraintes auxquelles l'internationalisation au sein de l'université marocaine est confrontée. Notre objectif est de dresser un état des lieux de l'internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc, afin de répondre à notre problématique de recherche.

1. Internationalisation de l'enseignement supérieur.

1.1. Approche du concept de l'internationalisation

Le terme internationalisation suscite beaucoup de débats et de discussions autour de sa définition et de ses champs d'utilisation. En effet, il ne s'agit pas d'un nouveau terme. Il a été utilisé depuis des années en science politiques et économiques. Dans l'économie, s'internationaliser consiste à partir à la conquête de nouveaux

marchés avec des objectifs bien précis, notamment l'optimisation des ressources et l'accroissement du profit (Liu et Rhoads 2011).

L'internationalisation de l'enseignement supérieur (ES) apparaît comme un concept ubiquitaire, utilisé pour décrire différentes situations, elle peut s'agir d'une part de la mobilité académique des étudiants, des campus d'été et d'autre part des cours dispensés à distance et des modalités d'e-learning (Zolfaghari, Sabran, et Zolfaghari 2009; U. Teichler 2009).

Malgré ces difficultés de définition, l'internationalisation de l'enseignement supérieur est devenue un fait et une réalité. Selon une revue de littérature réalisée par Yemini en 2015, les auteurs ont recensé plus de 7000 articles portant sur le sujet de l'internationalisation et l'enseignement supérieur à travers le monde entre les années 1980 et 2013 (Yemini et Sagie 2016). Les sujets traités par ces articles englobent par ordre décroissant : l'internationalisation à domicile, la mobilité des étudiants, les politiques publiques d'internationalisation, la langue anglaise...

Selon l'OCDE, l'internationalisation de l'enseignement supérieur recouvre une variété de situations où « les enseignants, les étudiants, les programmes, les institutions/offreurs de formation et les contenus d'enseignement traversent les frontières nationales. Ce processus peut inclure l'enseignement supérieur public et privé, à but lucratif et non lucratif et comprend un ensemble varié de modalités dans un continuum allant du face à face (étudiants en mobilité et campus à l'étranger) à l'apprentissage à distance (utilisant un ensemble de technologies et incluant le e-learning ». Cette définition est axée sur la mobilité des étudiants, des chercheurs, des services éducatifs et des établissements et formations à l'étranger.

Söderqvist (2002) propose une approche holistique pour cerner l'internationalisation comme étant un processus qui se meut du national vers l'international qui ne se focalise pas uniquement sur le mouvement des étudiants mais qui s'intéresse à la qualité et les cursus des formations (Söderqvist 2002).

Teichler (2004) précise que l'internationalisation de l'enseignement supérieur intéresse toutes les activités de coopération entre les établissements, l'harmonisation de l'enseignement supérieur et l'émergence des marchés d'éducation (Ulrich Teichler 2004).

La définition la plus acceptée de l'internationalisation de l'enseignement supérieur est celle élaborée par Knight qui la définit comme étant « le processus d'intégration d'une dimension internationale, interculturelle et mondiale ayant comme finalité : les fonctions (enseignement/ apprentissage, recherche, services) et la prestation de l'enseignement supérieur » (Knight 2007b). Knight a ajouté les termes interculturel et mondial dans sa récente définition alors qu'elle reposait uniquement sur l'aspect international (Knight 2004). D'autre part l'internationalisation peut aussi être approchée comme étant l'engagement actif à travers les plans d'actions, les politiques publiques, les stratégies qui contribuent à promouvoir l'idée d'internationalisation dans l'enseignement supérieur (Altbach, Reisberg, et Rumbley 2019).

Cependant malgré l'engouement pour ce sujet, la mise en place de stratégies globales par les états restent très restreinte, 80% des pays n'ont pas de politique nationale d'internationalisation de l'enseignement supérieur (Crăciun 2018). En analysant la géographie des pays ayant élaboré une stratégie d'internationalisation, on constate qu'il s'agit premièrement de pays européens, deuxièmement de pays développés et dernièrement qu'ils sont des pays qui abritent 41% des étudiants à l'étranger (Crăciun 2018).

1.2. Internationalisation et mondialisation

La mondialisation est un processus d'intégration de dimension mondiale et interculturelle, caractérisé par le développement de nouvelles stratégies, d'une part, des pays en ce qui concerne leur système d'enseignement supérieur afin qu'ils s'adaptent au mieux aux nouvelles conditions économiques, financières, technologiques, sociales et politiques du monde ; et d'autre part, des institutions dans le même but (Bamberger, Morris, et Yemini 2019).

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est un phénomène qui précède la mondialisation économique. Cependant les concepts d'internationalisation et de mondialisation se chevauchent et parfois même sont utilisées de façon identique. Hawawini (2011) relie les deux termes dans sa définition « L'internationalisation des institutions d'enseignement supérieur est le processus d'intégration de l'institution et ses parties prenantes, étudiants, enseignants et personnel administratif, dans l'ère de la mondialisation » (Hawawini 2011). Il apparaît donc que le besoin d'internationalisation est imposé par la vague de mondialisation, elles sont toutes les deux liées de façon dynamique. La mondialisation est en quelque sorte le catalyseur, alors que l'internationalisation est la réponse (Wit et Knight 1999).

Enders propose un autre terme qu'est la globalisation, elle est définie comme « un processus de convergence de dimension transnationale et transculturelle, caractérisé par le développement de stratégies des institutions dans le but de s'adapter aux nouvelles conditions économiques, financières, technologiques, sociales et politiques du monde » (Enders 2004). Elle n'est pas un processus linéaire et uniforme, mais plutôt un phénomène multidimensionnel qui englobe des facteurs micro et macro dynamiques (Liu et Rhoads 2011). Ainsi Enders propose une approche dialectique qui prend en considération les tractations entre le local, le national et le mondial (Enders 2004).

La mondialisation a pour objectif ultime d'unifier l'éducation à travers la planète. Le passage de l'internationalisation éducative à la mondialisation éducative s'est accompagné par trois transformations. La première en est la transnationalisation qui se manifeste par trois indicateurs : (1) les dépenses allouées à la recherche (la Chine et la Corée du Sud ont dépassé le Royaume Uni et la France en matière des dépenses de recherche) ; (2) la croissance du nombre des étudiants (le nombre est passé de 100 millions à 180 millions entre 2000 et 2015, la moitié de cette croissance s'est faite dans

les pays émergents) ; (3) la mobilité des étudiants a doublé entre 2000 et 2014 soit de 2 à 4 millions et seront 7,6 millions en 2025 (Charles et Delpech 2015).

La deuxième transformation : la multi polarisation, l'offre de la formation de haut niveau est diversifié, il n'est plus monopolisé dans les pays occidentaux, de nouveaux pays émergents s'installent progressivement dans le marché des formations et un processus de décentralisation s'accélère (Charles et Delpech 2015).

La troisième transformation : la diversification qui s'est traduite par l'accroissement des échanges d'étudiants sud-sud. En 2012, 17% des campus offshore relèvent des échanges sud-sud. En plus, la mobilité des étudiants n'est plus à sens unique vers le nord. La révolution numérique a aussi permis la création d'une dizaine de plateforme facilitant l'accès à un enseignement de qualité (Charles et Delpech 2015).

1.3. Aspects et bénéfices de l'internationalisation de l'enseignement supérieur

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est un levier important pour le développement économique d'un pays et comme un avantage concurrentiel pour les établissements d'enseignement. Elle permet l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche scientifique et rend la formation plus accessible aux étudiants (Brooks et Waters 2011; Tight 2021).

L'accueil des étudiants internationaux génèrent des revenus financiers pour les établissements qui correspondent aux frais de scolarité et l'ensemble des dépenses qui relèvent de la vie courante par exemple ces revenus sur le sol britannique composaient 75% des revenus du secteur éducatif en 2011 (Charles et Delpech 2015). D'autres bénéfices à long terme sont inhérents au processus de l'internationalisation qui a des incidences positives sur l'écosystème de l'enseignement supérieur (U. Teichler 2009; Knight 2007a; Stier 2009). En effet, l'interaction entre les étudiants de nationalité différente permet de développer les compétences cognitives et professionnelles des étudiants. En plus, la circulation des enseignants à l'étranger, la découverte de nouvelles méthodes pédagogiques permettent une amélioration de la qualité du système de l'enseignement. Il est aussi important de souligner l'intérêt stratégique de l'internationalisation pour les pays d'accueil qui façonnent les choix, les préférences de consommation et les réflexes de coopération des étudiants étrangers (Crăciun 2018; Matei, Iwinska, et Crăciun 2015).

Tableau 1 : Les bénéfices liés à l'internationalisation de l'enseignement supérieur pour les étudiants et les personnels de l'enseignement.(Charles et Delpech 2015)

Type des bénéficiaires	Etudiants nationaux et internationaux	Etudiants nationaux	Personnels de l'enseignement supérieur et de recherche
Mobilité des étudiants	<ul style="list-style-type: none"> -Ouverture d'esprit. -Développement des compétences multiculturelles. -Développement de l'employabilité et de réseaux d'interconnaissance. -Développement de la propension à travailler dans un environnement international. 	<ul style="list-style-type: none"> -Ouverture d'esprit. -Développement des compétences multiculturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> -Diversification des méthodes d'enseignement. -Familiarisation à d'autres référentiels pédagogiques de recherche.

Les aspects de l'internationalisation sont multiples :

- La forte évolution mondiale de mobilité : près de quatre millions d'étudiants étrangers dans le monde, cinq fois de plus qu'il y a trente ans selon l'OCDE. Le nombre d'étudiants en mobilité internationale devrait continuer de croître et pourrait dépasser 7,5 millions en 2025.
- Le développement des campus internationaux : il y a plusieurs modèles de mobilité de campus à l'étranger, on peut citer la création de filiales sur un mode partenarial soit avec des fonds du pays d'accueil soit avec des organismes privés. Le nombre de ces campus s'élevait à 200 en 2011, contre 162 en 2009 et 82 en 2006 et ils sont installés principalement en Asie et au Moyen-Orient (Charles et Delpech 2015).
- Le développement des cours en ligne (MOOC) : le nombre de ces cours est passé à 3000 en 2014 alors qu'ils comptaient de 500 en 2013. L'accès à internet favorise ce mode d'apprentissage en ligne qui permet de proposer des formations à bas coût qui ne requiert ni mobilité ni lourds investissements. Au-delà de l'accessibilité des MOOC au grand public, ils jouent un rôle important dans l'attraction et le recrutement des étudiants internationaux(Charles et Delpech 2015).
- La formation de « hubs » régionaux : des stratégies de spécialisation et de régionalisation se sont développées sous forme de centres éducatifs en Asie et au Moyen-Orient.

2. Internationalisation et enseignement supérieur au Maroc

2.1. État des lieux de l'enseignement supérieur marocain

Le système d'enseignement supérieur a connu plusieurs moments charnières. En 1975, le déclenchement d'un processus de création et de décentralisation des institutions d'enseignement supérieur et l'adoption de la première loi de

l'enseignement supérieur universitaire. De 1986 à 2000, l'offre se diversifie avec 14 universités et 73 établissements couvrant tout le territoire. En 1999, les chiffres traçaient un tableau assez sombre, en effet 60% des étudiants quittaient le système universitaire sans obtenir la licence et 52% sans obtenir le DEUG et le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur se situait entre 35% et 40% (CHROQUI, OKAR, et SAOUDI 2017). Face à ce constat alarmant, l'état a lancé une nouvelle réforme basée sur un large consensus qui a abouti à l'adoption de la loi 01-00 de l'année 2000. Cette réforme globale avait pour objectifs d'instaurer l'autonomie pédagogique, administrative et financière de l'université, de favoriser l'ouverture de l'université sur l'environnement socio-économique, de revaloriser la recherche et d'améliorer les services sociaux proposés aux étudiants et de les inscrire dans une dynamique de participation dans la gestion des universités. A partir de 2012, une deuxième phase de la réforme a démarré avec le plan d'action MESRSFC 2013-2016 axé sur cinq domaines : l'offre de l'enseignement supérieur, la gouvernance du secteur, la recherche scientifique, les prestations sociales aux étudiants et le cadre législatif et réglementaire (Réforme de l'enseignement supérieur 2019 ; Rapport annuel 2018).

Ces démarches mises en route ont permis d'améliorer plusieurs indicateurs (Rapport sectoriel 2018) :

- Le taux brut de scolarisation en enseignement supérieur est passé de 10,3% en 1990 à 33,7% en 2017.
- Le nombre d'établissements universitaires a augmenté de 43 en 1990 à 126 en 2017.
- Les établissements à accès ouvert accueillent en 2014-2015 plus de 88% des étudiants de l'université, contre 12% uniquement pour ceux à accès régulé.
- Le budget de l'enseignement supérieur a passé de près de 3,6 milliards de dirhams en 2000 à plus de 10 milliards de dirhams en 2017.
- Les filières accréditées ont fortement augmenté allant de 1367 en 2009-2010 à 2340 en 2013-2014 soit une augmentation de 70%.

En plus, le système dispose actuellement d'un cadre légal et réglementaire qui assure le fonctionnement et la reddition des comptes avec un élargissement des missions de l'université lui permettant une plus grande diversification de ses sources de financement.

Cependant, on note la persistance de problèmes classiques notamment l'abandon et l'émergence de nouveaux défis telle la numérisation et l'internationalisation. En effet, le profil des diplômés ne concorde pas avec les besoins et les attentes du marché de l'emploi. Les étudiants sortent avec une formation désarticulée : un socle de connaissance théorique dépourvu de capacité critique et d'esprit de synthèse qui constitue la clé de l'employabilité. Un parcours universitaire sans obligation de stages obligatoires opérationnels favorisant l'employabilité et l'insertion professionnelle. Ces manquements sont illustrés par ce qui suit :

- Le taux d'abandon est toujours de l'ordre de 25% lors de la première année d'études, 40,2% après deux années, et 20,9% après trois années d'études.

- Plus de ¼ des étudiants abandonnent leurs études après une première année d'inscription.
- Le cycle de master est caractérisé par ses effectifs réduits, les étudiants de master ne représentent que 4,9% de l'effectif global des étudiants universitaires en 2016-2017. Ce qui a des retombées sur le nombre des doctorants qui reste restreint.
- L'enseignement supérieur privé ne présente que 4,4% des effectifs de tout l'enseignement supérieur.
- La persistance du déficit linguistique, il a été noté que les nouveaux étudiants à l'université ne maîtrisent ni la langue ni les techniques de communication et de l'information.
- L'absence d'un plan numérique structurant pour l'enseignement supérieur.

Dans son rapport général sur le nouveau modèle de développement, la commission spéciale sur le modèle de développement a préconisé quatre propositions pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur : 1) assurer l'autonomisation des établissements d'enseignement supérieur ; 2) mettre l'étudiant au centre des réformes et des mesures de performance de l'enseignement supérieur et professionnel ; 3) renforcer la valorisation de la formation professionnelle et ; 4) impulser la recherche scientifique à travers un mécanisme de financement et d'évaluation indépendant (Rapport 2021).

2.2. *L'internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc*

L'internationalisation de l'ES se situe à l'intersection de la coopération et de la compétition entre les états, les institutions et les individus. Elle est devenue un concept primordial pour évaluer la qualité de l'éducation et se place actuellement au centre des discussions politiques. Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation suite à ce rapport et afin de propulser la qualité et l'efficacité de l'écosystème de l'enseignement supérieur a lancé le Plan National d'Accélération de la Transformation de l'Écosystème de l'ESRI (PACTE ESRI 2030). Ayant pour finalité première l'édification d'un nouveau modèle de l'université marocaine, ce Plan couvre quatre dimensions structurantes ayant trait à la rénovation pédagogique, à l'édification d'une recherche scientifique au diapason des standards internationaux, à un système de gouvernance alliant transparence et efficacité et à la valorisation du rôle des territoires en tant que socle de l'innovation. Trois leviers d'opérationnalisation de ce Plan ont été identifiés et seront examinés en profondeur, à savoir la transformation numérique, l'adaptation du cadre réglementaire et la mobilisation des partenariats et des opportunités de coopération à l'échelle nationale et internationale.

L'axe 6 du plan d'action du ministère de l'ES 2013-2016 met le point sur l'importance de l'internationalisation. Ce plan est axé sur quatre projets : (1) Renforcement des programmes actuels de coopération avec les pays étrangers, (2) établissement de nouveaux partenariats dans les domaines de l'enseignement supérieur de la recherche

scientifique, (3) consolidation de la coopération avec l'environnement régional dans le cadre de la stratégie sud-sud, (4) renforcement de la mobilité des étudiants et des enseignants chercheurs marocains. Les objectifs de la stratégie marocaine de la coopération internationale sont : la mise en place d'une stratégie cohérente et intégrée basée sur le renforcement et la diversification des programmes de coopération internationale ainsi que sur l'élargissement des horizons de cette coopération aux niveaux régional, continental et international ; le développement de nouveaux partenariats et conventions avec les pays émergents surtout dans les domaines technologiques ; le raffermissement du rôle du Maroc dans le cadre de la coopération tripartite avec les pays européens et les pays de sud.

Les résultats de cette stratégie ont montré des signes encourageants, avec plus de 500 projets scientifiques collaboratifs chaque année, une augmentation du nombre de bourses de coopération atteignant 2000 par an, et la transformation du pays en un hub pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique à l'échelle africaine et arabe (Aboussalah 2016). De plus, des partenariats bilatéraux ont été établis avec plusieurs pays européens, américains, africains et asiatiques, avec plus de 700 accords conclus entre les universités marocaines et leurs homologues étrangères. Par ailleurs, une autre forme de coopération a été mise en place avec des agences et des organismes internationaux tels que l'UNESCO et la Banque mondiale. L'e-learning a été progressivement intégré dans les universités marocaines, avec l'université Cadi Ayyad lançant la première plateforme de MOOC au niveau national en 2013. Des universités et des établissements à dimension internationale ont été créés en collaboration avec des institutions étrangères, comme le partenariat entre l'université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir, le MIT aux États-Unis et l'École des Mines de Paris, ainsi que la collaboration entre l'École Centrale de Casablanca et l'École Centrale de Paris. L'adoption du système LMD a permis d'harmoniser le processus avec celui de Bologne. Les universités de Casablanca Ain Chok et Mohammedia ont été fusionnées pour former l'université Hassan II de Casablanca, de même que les universités de Rabat Agdal et Rabat Souissi ont été réunies pour créer l'université Mohammed V Rabat, afin de développer des pôles de recherche et d'excellence. De plus, 15 écoles polytechniques ont été créées dans 11 universités. Le partenariat public-public est également mis en avant, notamment avec l'université euro-méditerranéenne, qui regroupe le Maroc, la Tunisie, la France, le Portugal et l'Italie, offrant aux étudiants un diplôme reconnu par tous ces pays. Enfin, les universités marocaines participent activement aux appels à projets européens dans les domaines de la formation et de la recherche.

La mobilité des programmes, le Maroc a développé la composante internationale du système de l'enseignement supérieur marocain à travers la création d'universités et d'institutions ouvertes à l'international comme l'université Al Akhawayn à Ifrane.

Actuellement et partout dans le monde, l'internationalisation de l'ES se fait à une vitesse vertigineuse. Elle impose une mure réflexion de la part des décideurs de chaque pays en fonction des objectifs propres de chaque état. Ainsi il n'y a pas de stratégie

unique d'internationalisation, mais plutôt trois approches (1) ne pas avoir de stratégie d'internationalisation, (2) une approche flexible qui octroie aux institutions de grandes libertés et (3) une approche dirigiste. Les objectifs espérés de l'internationalisation de l'ES diffèrent selon les pays, la France et l'Allemagne ont pour objectif d'améliorer la qualité de l'ES tandis que l'Australie et le Royaume-Uni ont privilégié les logiques commerciales (U. Teichler 2009; Matei, Iwinska, et Crăciun 2015; Crăciun 2018).

Le modèle français suit quatre orientations, la première considère l'internationalisation comme un levier d'ajustement du marché du travail par l'attraction des talents, la rétention des étudiants internationaux et l'immigration scientifique. La deuxième vise à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. La troisième s'intéresse aux revenus d'exportation pour l'économie et l'autofinancement. Et enfin la quatrième qui considère l'internationalisation comme un instrument d'influence stratégique et d'aide au développement (Charles et Delpech 2015).

Dans le contexte marocain, il est essentiel de définir avec clarté les objectifs de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Une attention particulière doit être portée à l'établissement d'une internationalisation équitable pour tous les étudiants, en promouvant ce que l'on appelle "l'internationalisation chez soi". Ce concept vise à mettre en place des mesures permettant à tous les étudiants de tirer parti des avantages de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, sans nécessairement entreprendre des études à l'étranger. Il est primordial de ne pas restreindre ces avantages aux seuls étudiants qui optent pour une expérience à l'étranger.

Cependant, pour atteindre ces objectifs, une réflexion approfondie et un débat public sont indispensables. Il est nécessaire d'aboutir à une politique publique d'internationalisation de l'enseignement supérieur, qui soit consciente à la fois des défis auxquels notre système est confronté et des enjeux liés à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur.

En effet, une approche réfléchie de l'internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc doit prendre en compte les défis spécifiques auxquels notre système est confronté. Cela inclut des aspects tels que l'adaptation des programmes d'études pour répondre aux normes internationales, le renforcement des capacités des enseignants, la promotion de la recherche collaborative et l'établissement de partenariats internationaux solides.

Parallèlement, l'enjeu majeur réside dans l'amélioration globale de la qualité de l'enseignement supérieur. L'internationalisation peut jouer un rôle clé dans cette amélioration, en favorisant l'échange de bonnes pratiques, en exposant les étudiants à de nouvelles perspectives et en encourageant l'innovation pédagogique.

Ainsi, une politique d'internationalisation de l'enseignement supérieur consciente de ces enjeux et défis spécifiques doit être élaborée de manière inclusive, en impliquant tous les acteurs concernés, tels que les établissements d'enseignement supérieur, les décideurs politiques, les enseignants, les étudiants et la société civile.

Conclusion

L'internationalisation de l'enseignement supérieur marocain ouvre des horizons prometteurs, ouvrant la voie à de nouvelles perspectives qui pourraient véritablement améliorer la qualité de l'enseignement dans le pays. Cependant, il est crucial de reconnaître que cette transformation n'est pas exempte de risques et d'enjeux majeurs qui méritent une attention particulière.

L'un des aspects les plus préoccupants de cette internationalisation est la domination croissante de la langue anglaise au détriment des langues locales. Bien qu'il soit indéniable que la maîtrise de l'anglais soit devenue essentielle dans un monde de plus en plus globalisé, il est primordial de préserver et de valoriser la richesse culturelle et linguistique propre au Maroc. Les langues locales renferment des trésors d'identité, de tradition et de savoirs ancestraux qui ne doivent en aucun cas être relégués au second plan. L'internationalisation doit donc être abordée de manière équilibrée, en promouvant simultanément l'anglais et le respect des langues nationales.

Par ailleurs, l'internationalisation peut également contribuer à l'accroissement de la fuite des cerveaux et des talents les plus brillants du pays. Les étudiants et les chercheurs talentueux peuvent se sentir attirés par des opportunités à l'étranger, où ils peuvent bénéficier de ressources et d'environnements de recherche plus favorables. Pour faire face à cette situation, il est crucial de mettre en place des incitations et des programmes attractifs qui encouragent ces talents à rester au Maroc, en leur offrant des perspectives de carrière stimulantes, des infrastructures de recherche de pointe et un environnement propice à l'innovation.

Un autre défi majeur résultant de l'internationalisation est la marchandisation potentielle du savoir. Lorsque les universités entrent en compétition féroce pour attirer les étudiants internationaux et les investissements étrangers, il y a un risque que l'éducation devienne davantage une marchandise, où les diplômes et les connaissances sont échangés comme des biens commerciaux. Pour éviter cette dérive, il est crucial de garder à l'esprit que l'enseignement supérieur doit avant tout être un moyen de développement intellectuel et de formation des citoyens, en mettant l'accent sur la qualité et la pertinence des connaissances transmises plutôt que sur des considérations purement économiques.

Parallèlement, les partenariats internationaux ont évolué vers une dynamique de compétition intense entre les universités. Les accords de coopération sont désormais évalués selon des critères stratégiques, tenant compte des conséquences économiques, politiques et culturelles pour les parties impliquées. Il est crucial de préserver l'autonomie et les intérêts nationaux du Maroc lors de ces collaborations, en veillant à ce qu'elles ne compromettent pas la souveraineté intellectuelle et les aspirations nationales.

Face à tous ces défis, il est essentiel d'adopter une approche participative et inclusive, où tous les acteurs concernés sont impliqués dans la clarification et la hiérarchisation des objectifs de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. L'équité et l'accessibilité doivent être les principes directeurs de cette démarche, garantissant que

chaque individu, quelle que soit sa situation socio-économique ou son origine, puisse bénéficier des opportunités offertes par l'internationalisation. En embrassant ces principes, le Maroc pourra trouver sa place dans la carte mondiale de l'enseignement supérieur, en tirant pleinement parti des avantages de l'internationalisation tout en atténuant les risques potentiels.

Références bibliographiques

- Aboussalah Mohamed. 2016. « Système d'enseignement supérieur au Maroc ».
- Altbach, Philip G., Liz Reisberg, et Laura E. Rumbley. 2019. *Trends in global higher education: Tracking an academic revolution*. Brill.
- Bamberger, Annette, Paul Morris, et Miri Yemini. 2019. « Neoliberalism, internationalisation and higher education: Connections, contradictions and alternatives ». *Discourse: Studies in the cultural politics of education* 40 (2): 203-16.
- Benchenna, Abdelfettah. 2009. « L'appui de la France à la Réforme de l'Enseignement supérieur (ES) au Maroc: quelles finalités et quels enjeux? » *Journal of Higher Education in Africa/Revue de l'enseignement supérieur en Afrique* 7 (1-2): 121-40.
- Brooks, Rachel, et Johanna Waters. 2011. « Student Mobility and the Changing Nature of Education ». In *Student Mobilities, Migration and the Internationalization of Higher Education*, édité par Rachel Brooks et Johanna Waters, 136-59. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9780230305588_7.
- Charles, Nicolas, et Quentin Delpech. 2015. « Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur ». Report, France Stratégie. <https://shs.hal.science/halshs-01171862>.
- CHROQUI, Razane, Chafik OKAR, et Khadija SAOUDI. 2017. « Internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc: vers une marchandisation ». LAMSAD.
- Crăciun, Daniela. 2018. « National policies for higher education internationalization: A global comparative perspective ». *European higher education area: The impact of past and future policies*, 95-106.
- Enders, Jürgen. 2004. « Higher education, internationalisation, and the nation-state: Recent developments and challenges to governance theory ». *Higher education* 47: 361-82.
- Hawawini, Gabriel. 2011. « The internationalization of higher education institutions: A critical review and a radical proposal ».
- Knight, Jane. 2004. « Internationalization Remodeled: Definition, Approaches, and Rationales ». *Journal of Studies in International Education* 8 (1): 5-31. <https://doi.org/10.1177/1028315303260832>.
- — —. 2007a. « Internationalization brings important benefits as well as risks ». *International higher education*, n° 46.
- — —. 2007b. « Internationalization: Concepts, Complexities and Challenges ». In *International Handbook of Higher Education*, édité par James J. F. Forest et Philip G. Altbach, 207-27. Springer International Handbooks of Education. Dordrecht: Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-1-4020-4012-2_11.

- — —. 2011. « Five Myths about Internationalization ». *International Higher Education*, n° 62 (mars). <https://doi.org/10.6017/ihe.2011.62.8532>.
- Liu, Amy, et Robert A. Rhoads. 2011. « Globalization and internationalization in higher education: theoretical, strategic and management perspectives ». *Educational Review* 63 (4): 513-14. <https://doi.org/10.1080/00131911.2011.619863>.
- Luijten-Lub, Anneke, Marijk Van der Wende, et Jeroen Huisman. 2005. « On cooperation and competition: A comparative analysis of national policies for internationalisation of higher education in seven Western European countries ». *Journal of studies in international education* 9 (2): 147-63.
- Matei, Liviu, Julia Iwinska, et Daniela Crăciun. 2015. « Patterns of Funding Internationalisation of Higher Education. A Conceptual Framework for the Study of Internationalisation ». *The European higher education area: Between critical reflections and future policies*, 205-19.
- Rapport annuel. Bilan et perspectives de l'action du conseil 2018. Conseil supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Royaume du Maroc.
- Rapport général. Le nouveau modèle de développement 2021. La commission spéciale sur le modèle de développement.
- Rapport sectoriel. L'enseignement supérieur au Maroc. Efficacité, efficience et défis du système universitaire à accès ouvert 2018. Conseil supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Royaume du Maroc.
- Réforme de l'enseignement supérieur. Perspectives stratégiques. Rapport N 5/2019. Conseil supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Royaume du Maroc.
- Söderqvist, Minna. 2002. *Internationalisation and its management at higher-education institutions. Applying conceptual, content and discourse analysis*. Helsinki School of Economics.
- Stier, Jonas. 2009. « Internationalisation, intercultural communication and intercultural competence ». *Journal of intercultural communication*, n° 11.
- Teichler, U. 2009. « Internationalisation of Higher Education: European Experiences ». *Asia Pacific Education Review* 10 (1): 93-106. <https://doi.org/10.1007/s12564-009-9002-7>.
- Teichler, Ulrich. 2004. « The changing debate on internationalisation of higher education ». *Higher education* 48: 5-26.
- Tight, Malcolm. 2021. « Globalization and internationalization as frameworks for higher education research ». *Research Papers in Education* 36 (1): 52-74. <https://doi.org/10.1080/02671522.2019.1633560>.
- Wit, H. de, et Jane Knight. 1999. « Quality and internationalisation in higher education ». *Organisation for Economic Co-operation and Development*.
- Yemini, Miri, et Netta Sagie. 2016. « Research on internationalisation in higher education—exploratory analysis ». *Perspectives: Policy and Practice in Higher Education* 20 (2-3): 90-98.
- Zolfaghari, Akbar, Mohammad Shatar Sabran, et Ali Zolfaghari. 2009. « Internationalization of Higher Education: Challenges, Strategies, Policies and Programs ». *Online Submission*. Vol. 6. <https://eric.ed.gov/?id=ED505713>.